

Association Prévention Routière

La sécurité routière est enjeu crucial pour notre pays : près de 3 500 personnes ont perdu la vie en 2016 sur les routes françaises, ce qui signe la troisième année consécutive de hausse de la mortalité routière. 70 000 personnes sont également blessées chaque année sur les routes. Ces chiffres sont dramatiques, ce sont autant de vies brisées, il y a donc urgence à agir, en ne reproduisant pas les erreurs du passé.

Les gouvernements de droite et de gauche qui se sont succédé à la tête de notre pays ont en effet une vision dogmatique et parfois comptable de la Sécurité routière : ils ont engagé une chasse à l'automobiliste pour remplir les caisses de l'État. L'enjeu est pourtant bien de réduire le nombre d'accidents et de tués sur les routes françaises.

Je propose de poser un moratoire sur l'installation de tout nouveau radar et de mener un audit sur les radars existants afin de s'assurer qu'ils font réellement baisser la mortalité et les accidents sur les routes. Les radars qui n'ont aucun impact sur la sécurité seront démontés et déplacés vers les zones accidentogènes.

J'ai récemment proposé de supprimer le retrait de points et de réduire le montant des contraventions pour les excès de vitesse inférieurs à 10 km/h car j'estime que c'est bien les délinquants de la route et les récidivistes qu'il faut punir, et non les conducteurs qui ont réalisé par mégarde de petits excès de vitesse. Je propose en contrepartie d'alourdir les sanctions pour les gros excès de vitesse (sur les autoroutes, comme dans les agglomérations), qui sont les plus dangereux.

Je suis par ailleurs vivement opposée à la privatisation de la Sécurité routière car je considère qu'il revient à l'État d'assurer sa mission régalienne de sécurité. C'est la raison pour laquelle **je refuse la privatisation des voitures-radars**. Ces mesures, on le sait, visent uniquement à augmenter le nombre de PV dressés et donc à remplir – là encore – les caisses de l'État. Je veux qu'on en finisse avec cette logique et que l'on défende une vraie stratégie pour la Sécurité routière, avec une vraie dimension pédagogique, qui allie justes sanctions et prévention.

Aujourd'hui, un tiers des accidents mortels implique un conducteur en état d'ébriété : c'est une donnée grave et nous devons donc nous donner les moyens de lutter efficacement contre l'alcoolisme au volant. **La généralisation de l'éthylotest anti-démarrage dans tous les véhicules** (et non plus seulement les autocars comme c'est le cas actuellement) me semble donc une bonne solution, particulièrement pédagogique. Des discussions doivent immédiatement être engagées avec les constructeurs.

La lutte contre les stupéfiants doit également être engagée et je refuse, à la différence de certains de mes adversaires, de dépénaliser l'usage du cannabis. Mais il faut également d'autres mesures pour développer les réflexes d'autocontrôle. Il faut en effet **développer les formations à la sécurité routière tout au long de sa vie** et non seulement en début de parcours ou lors de stages de récupération de points : pour cela, les campagnes pédagogiques de la Sécurité routière doivent être poursuivies mais avec la diffusion de spots plus longs aux heures de grande écoute.

Les jeunes doivent aussi être particulièrement sensibilisés aux dégâts qu'entraîne la conduite sous l'emprise de l'alcool ou de substances psychoactives. Je propose qu'un module spécifique de sensibilisation aux conduites addictives soit intégré à l'examen du permis de conduire. Cette sensibilisation doit se faire tout au long du parcours éducatif et j'attache une importance particulière à ce point. L'accès au permis doit enfin être facilité car la mobilité reste un enjeu fort, notamment dans la ruralité. Le passage du permis de conduire reste trop cher pour de nombreux Français : je propose ainsi que le passage de l'examen théorique du code de la route soit intégré dans le cursus scolaire. Cette mesure permettra de réduire le coût pour les jeunes Français qui passent leur permis.

Il est également nécessaire de **réduire l'usage du téléphone au volant**, responsable de très nombreux accidents. Et pourtant, les tentations sont grandes pour les conducteurs en mission professionnelle : plus de 80% des conducteurs en mission affirment d'ailleurs qu'ils répondent au téléphone au volant selon une récente enquête. Le « tout-répression » n'est pas la bonne solution et il a d'ailleurs montré ses limites. En revanche, il pourrait être **utile d'étendre le droit à la déconnexion Internet** - qui permet aux salariés de ne plus répondre à leurs mails en dehors du temps de travail - au téléphone portable ; et que ce droit concerne enfin les trajets professionnels afin de mieux les protéger, et notamment du point de vue juridique.

La sécurité routière a été totalement absorbée par le ministère de l'Intérieur et le dispositif « Enquêtes comprendre pour agir » s'est peu à peu évanoui. Il était pourtant un bon dispositif, notamment par son approche interministérielle qui permettait de faire intervenir plusieurs enquêteurs d'horizons différents, tels que le Transport, la Santé, l'Intérieur et les associations. Nous devons retrouver cette approche afin de relancer une dynamique dans les enquêtes sur les causes de l'accident. En ayant une meilleure connaissance de ces causes, nous pourrions prendre de bonnes mesures afin d'endiguer la mortalité sur les routes et le nombre d'accidents qui repart malheureusement à la hausse.

C'est aussi la raison pour laquelle **j'entends embaucher massivement des policiers et gendarmes**, dont certains seront spécialement affectés à la lutte contre la délinquance routière. J'assume ce choix car j'estime que l'on ne peut pas transiger sur la sécurité des Français, à la différence de mes adversaires qui entendent réduire toujours plus le nombre de fonctionnaires dans notre pays. Ces engagements très forts permettront d'intensifier les actions de prévention sur le terrain et sur tout le territoire.

AU NOM DU PEUPLE

L'engagement financier de l'État aux côtés des associations de sécurité routière devra en outre être réaffirmé, afin qu'elles puissent pérenniser et développer leurs actions.

Nous devons multiplier nos efforts pour réduire au maximum le nombre de tués sur les routes et tendre vers l'**objectif « zéro tué »**. **Un soin particulier doit être apporté à la sécurité des enfants pour la renforcer** (l'accidentologie des enfants est à un niveau bien trop élevé par rapport à nos voisins européens). Pour cela, je suis favorable à un taux de TVA à 5,5% pour les sièges auto (contre 20% aujourd'hui, pour faire baisser significativement leur prix), la généralisation des systèmes anticollision piétons sur l'ensemble des véhicules, la généralisation des zones à 30km/h là où les enfants sont très nombreux (écoles, gymnases, conservatoires, parcs et jardins publics, lotissements...).

Les deux-roues sont aussi un public beaucoup plus touché par les accidents de la route puisqu'ils représentent moins de 2% du trafic mais près de 25% des tués. Je renforcerai donc les mesures en leur direction. **Les deux-roues doivent mesurer l'importance d'être visibles et clairement identifiés** par les autres conducteurs : c'est pourquoi je propose une grande campagne de sensibilisation à l'usage des clignotants et d'usage des feux de signalisation. Plus généralement, je propose d'abaisser la TVA à 5,5% (contre 20%) sur tous les équipements de sécurité pour les rendre plus accessibles. Il est nécessaire que les deux-roues s'équipent rapidement pour améliorer leur sécurité.

On sous-estime trop souvent l'impact de l'état des infrastructures sur le nombre d'accidents. Les routes en France sont par endroits dans un état déplorable. Les vagues de décentralisation vers les collectivités territoriales ont apporté de la confusion et réduit l'investissement public dans l'entretien du réseau routier. Les autoroutes françaises sont elles relativement bien entretenues mais cela s'est fait à coup d'augmentation massives du tarif des péages. Il faut revenir à une organisation cohérente de l'intervention publique. Je mènerai une nationalisation des sociétés d'autoroute afin de rendre aux Français un patrimoine qu'ils ont financé et dont ils ont été spoliés. Les péages d'autoroutes, qui seront gelés afin de ne plus peser sur le budget des ménages, financeront la hausse du budget consacré à l'entretien du réseau routier secondaire.

Ce même entretien sera re-centralisé et confié à l'État et non plus aux collectivités territoriales. Le réseau routier est particulièrement dense et développé. C'est un patrimoine construit peu à peu au fil des siècles et qui est devenu indispensable dans la vie quotidienne des Français. Il est vital de l'entretenir et de le moderniser pour le sécuriser.

Sur la question des voitures autonomes, il convient enfin d'ouvrir un grand débat sur le sujet. Ce secteur peut être un important gisement de croissance et un audacieux pari technologique. La France doit donc devenir leader dans ce domaine. Cependant, de nombreux risques y sont associés et les voitures autonomes ne sont pas encore totalement fiables. Je suis donc favorable à l'ouverture d'un grand débat parlementaire, afin qu'opposants et défenseurs des voitures autonomes, puissent

AU NOM DU PEUPLE

exprimer leur point de vue. De cette manière, nous pourrions avancer efficacement sur cette question, sécuriser l'usage de telles automobiles et lever rapidement l'incertitude juridique qui pèse sur elles et brime la recherche et la production.

AU NOM DU PEUPLE